

Annexe 2.1 : Fiche « Présentation du projet »

IDENTITE DU DEMANDEUR (PORTEUR DU PROJET)	
Désignation de la personne morale	
Numéro SIREN	
Adresse	
Nom, prénom et qualité du représentant de la personne morale demandeuse de la subvention	
Téléphone	
Courriel	
DESCRIPTION DU PROJET	
Nature du projet	☐ Vente d'immeuble à rénover ☐ Dispositif d'intervention immobilière et foncière
Nom du projet (le cas échéant)	
Adresse du bâtiment pour lequel une subvention est demandée	
Descriptif du projet	<i>Ce descriptif pourra être complété par la production de tout document jugé utile pour l'instruction de la demande (dossier de présentation, photos, plan, etc.)</i>
MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE	
Accompagnement technique	☐ Internalisé ☐ Externalisé
Accompagnement à maîtrise d'usage	☐ Internalisé ☐ Externalisé
Accompagnement financier	☐ Internalisé ☐ Externalisé
ETAT DU BATI AVANT TRAVAUX	

Période de construction	☐ Avant 1949 ☐ De 1950 à 1975 ☐ De 1976 à 1995 ☐ De 1996 à juin 2001 ☐ Après juin 2001
Année de construction si postérieure à juin 2001	
Immeuble dont les logements sont vacants depuis plus de deux ans	☐ Oui ☐ Non
Immeuble dégradé (indice de dégradation > à 0,35)	☐ Oui ☐ Non
Projet de transformation d'usage	☐ Oui ☐ Non
CARACTERISTIQUES DU PROJET EN SORTIE DE TRAVAUX	
Logements en résidence principale :	Surface habitable (m ²) :
Logements hors résidence principale :	Surface habitable (m ²) :
Locaux à usage autre que l'habitation :	Surface habitable (m ²) :
Surfaces affectées à des activités professionnelles (m ²) :	
Nombre de logements destinés à une occupation par des ménages aux ressources modestes ou très modestes (si VIR) ou nombre de logements conventionnés et conditions du portage locatif (si DIIF)	
Consommation conventionnelle (en kWh/m ² .an)	
Classe énergie	

Je certifie exacts les renseignements de cette fiche

Le porteur de projet

Annexe 2.2 : Modèle de demande de subvention pour des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) et demande de paiement

A [lieu], le [date]

Identité du porteur : [Raison sociale et adresse du porteur de projet / Nom et prénom du représentant signataire de la demande d'aide – courriel et téléphone]

A l'attention de : [Nom de l'autorité décisionnaire - adresse du service instructeur]

Objet : Demande d'aide pour des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) dans le cadre d'un [dispositif d'intervention immobilière et foncière/d'un projet de vente d'immeuble à rénover]

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de solliciter l'attribution d'une aide pour la réalisation de prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) dans le cadre d'un [dispositif d'intervention immobilière et foncière/d'un projet de vente d'immeuble à rénover]¹.

Les dépenses prévisionnelles d'assistance à maîtrise d'ouvrage s'élèvent à :€ HT, soit € TTC.

Le détail des coûts et des financements prévisionnels est le suivant :

Montant des prestations (HT) (préciser par type de prestation)	€
dont accompagnement technique	€
dont accompagnement à la maîtrise d'usage	€
dont accompagnement financier	€
Montant des prestations (TTC)	€
Financement Anah prévisionnel	€
Autres financements (préciser par type de financeur):	€
dont.....	€
dont.....	€

¹ Rayer les mentions inutiles.

Reste à charge pour le porteur de projet	€
--	--------

Pièces jointes à la présente demande :

- ☐ Projet de contrat ou contrat signé d'assistance à maîtrise d'ouvrage comprenant le montant estimatif de la dépense et la description des prestations réalisées
- ☐ Fiche « Présentation du projet » renseignée et signée (modèle joint en Annexe 2.1). Pour les demandes de subvention AMO, il n'est pas obligatoire de remplir la partie de la fiche relative aux caractéristiques du projet en sortie de travaux.

Le porteur de projet

Référence dossier :
Adresse de l'immeuble :

Affaire suivie par :

DEMANDE DE PAIEMENT

(à retourner complétée et signée à la délégation locale de l'Anah en fin de travaux)

J'ai l'honneur de solliciter le paiement de la subvention de l'Anah pour la réalisation d'une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'un **[dispositif d'intervention immobilière et foncière/d'un projet de vente d'immeuble à rénover]**² relatif à l'immeuble situé **[adresse de l'immeuble]** sur le compte bancaire dont un RIB vous est joint.

Vous trouverez ci-joint l'ensemble des pièces nécessaires au traitement de la demande.

Je vous indique que pour toute vérification l'Anah peut me contacter aux coordonnées suivantes (préciser les nom, prénom, adresse, qualité, numéro de téléphone, adresse électronique) :

Nom du porteur du projet

A [...], le [...]

Signature

Toute fausse déclaration entraînera le retrait de l'aide allouée, le remboursement des sommes perçues et d'éventuelles sanctions (pécuniaires et/ou de refus d'une nouvelle demande) et ce, sans préjudice de poursuites judiciaires.

Liste des pièces à joindre à la demande de paiement :

- Plan de financement définitif signé ;
- RIB ;
- Factures ;
- Contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage signé, le cas échéant.

² Rayer les mentions inutiles.

Annexe 2.3 : Modèle de demande de subvention pour des travaux

A [lieu], le [date]

Identité du porteur : [Raison sociale et adresse du porteur de projet / Nom et prénom du représentant signataire de la demande d'aide – courriel et téléphone]

A l'attention de [Nom de l'autorité décisionnaire - adresse du service instructeur]

Objet : Demande d'aide pour les travaux réalisés dans le cadre d'un [dispositif d'intervention immobilière et foncière/d'un projet de vente d'immeuble à rénover]

J'ai l'honneur de solliciter l'attribution d'une aide pour la réalisation de la réhabilitation globale d'un immeuble dans le cadre [d'un dispositif d'intervention immobilière et foncière / d'une vente d'immeuble à rénover] concernant l'immeuble sis

Les dépenses subventionnables prévisionnelles s'élèvent à :€ H.T., soit€ T.T.C.

Le détail du financement prévisionnel (faisant apparaître, le cas échéant, le montant des aides publiques) est le suivant [en VIR : sur la base du prix mentionné au R. 262-9 du CCH] :

Montant des travaux subventionnables (H.T.) (préciser par type de prestation)	€
dont.....	€
dont.....	€
dont.....	€
dont.....	€
dont.....	€
dont.....	€
dont.....	€
Honoraires de maîtrise d'œuvre	€
Montant total des dépenses subventionnables (H.T.)	€
Montant des dépenses subventionnables (T.T.C.)	€
Financement Anah prévisionnel	€
Autres financements (préciser par type de financeur) :	€
dont.....	€
dont.....	€

dont.....	€
Pourcentage aides publiques.....	%
Reste à charge	€

Pièces jointes à la présente demande :

[**VIR**]

- ☐ document(s) prouvant la vacance³ ou la dégradation de l'immeuble⁴ ;
- ☐ fiche « Présentation du projet » le cas échéant actualisée (modèle joint en Annexe 2.1) ;
- ☐ descriptif complet de l'immeuble à réhabiliter, tel que visé notamment à l'article R. 262-8 du CCH,
- ☐ dossier technique comprenant :
 - ☐ les devis détaillés descriptifs et estimatifs des travaux réalisés, présentés par une ou plusieurs entreprises inscrites au registre du commerce ou au répertoire des métiers ou par un maître d'œuvre ;
 - ☐ le cas échéant, les devis des dépenses associées (honoraires de maître d'œuvre⁵, diagnostics techniques, toute autre prestation rattachée au déroulement des travaux) ;
 - ☐ le (ou les) plan(s) et croquis si nécessaire(s) à la compréhension du dossier et la justification des quantités prévues aux devis ;
 - ☐ les études techniques et les diagnostics préalables aux travaux et les devis correspondants ;
 - ☐ si l'immeuble faisant l'objet du projet est situé en métropole, un diagnostic de performance énergétique au bâtiment, indiquant la classe projetée du bâtiment en sortie de travaux ;
 - ☐ l'attestation par l'homme de l'art de la réalité de la répartition du prix de l'immeuble entre celui de l'existant et celui des travaux, prévue à l'article R. 262-9 du CCH ;
- ☐ pour les porteurs ayant un statut de société : leur numéro unique d'identification ;
- ☐ copie de l'acte d'acquisition ou d'un acte notarié prouvant la propriété de l'immeuble ;
- ☐ copie des promesses de vente permettant de justifier l'atteinte du seuil de 25% de logements sous promesses de vente requis pour le dépôt de la demande d'aide ;
- ☐ engagement que l'ensemble des logements de l'immeuble soit occupé à titre de résidence principale, dont au moins 25 % des logements par des occupants aux ressources inférieures ou égales aux plafonds de ressources dits « modestes » ou « très modestes ».

³ Notamment l'assujettissement à la taxe d'habitation sur les logements vacants, la preuve de l'absence de consommation d'eau ou d'abonnement au réseau d'électricité, etc.

⁴ Rapport d'analyse réalisé par un professionnel qualifié comportant la grille d'évaluation de la dégradation de l'habitat.

⁵ Obligatoire si le montant des travaux subventionnables excède 100.000 € HT.

[DIIF]

- ☐ document(s) prouvant la vacance⁶ ou la dégradation de l'immeuble⁷ ;
- ☐ fiche « Présentation du projet » le cas échéant actualisée (modèle joint en Annexe 2.1)
- ☐ dossier technique comprenant :
 - ☐ les devis détaillés descriptifs et estimatifs des travaux réalisés, présentés par une ou plusieurs entreprises inscrites au registre du commerce ou au répertoire des métiers ou par un maître d'œuvre ;
 - ☐ le cas échéant, les devis des dépenses associées (honoraires de maître d'œuvre⁸, diagnostics techniques, toute autre prestation rattachée au déroulement des travaux) ;
 - ☐ le (ou les) plan(s) et croquis si nécessaire(s) à la compréhension du dossier et la justification des quantités prévues aux devis ;
 - ☐ les études techniques et les diagnostics préalables aux travaux et les devis correspondants ;
 - ☐ si l'immeuble faisant l'objet du projet est situé en métropole, un diagnostic de performance énergétique au bâtiment, indiquant la classe projetée du bâtiment en sortie de travaux ;
 - ☐ un descriptif prévisionnel de commercialisation au terme du portage dans un objectif de mixité sociale, notamment à des propriétaires remplissant les conditions d'éligibilité pour bénéficier des subventions de l'Anah pour un propriétaire occupant ou bailleur, avec une cible prévisionnelle ;
- ☐ pour les porteurs ayant un statut de société : leur numéro unique d'identification ;
- ☐ copie de l'acte d'acquisition ou d'un acte notarié prouvant la propriété de l'immeuble ;
- ☐ projet de convention avec travaux complété et signé (éventuellement accompagné d'une demande de dérogation dans les conditions fixées dans la présente instruction) ;
- ☐ nombre de logements faisant l'objet d'un conventionnement Anah (articles L. 321-4 et L. 321-8 du CCH) et conditions du portage locatif
- ☐ engagement de réaliser un portage locatif avec au moins 25 % des logements mis en location à titre de résidence principale à des ménages dans le respect des modalités définies à l'article L. 321-4 du CCH pendant une période d'au moins six ans.

Signature du porteur

⁶ Notamment l'assujettissement à la taxe d'habitation sur les logements vacants, la preuve de l'absence de consommation d'eau ou d'abonnement au réseau d'électricité, etc.

⁷ Rapport d'analyse réalisé par un professionnel qualifié comportant la grille d'évaluation de la dégradation de l'habitat.

⁸ Obligatoire si le montant des travaux subventionnables excède 100.000 € HT.

Annexe 2.4 : Modèle de décision d'attribution de subvention pour des prestations d'AMO



A [lieu], le [date]

Affaire suivie par :
Téléphone :
Mail :

A l'attention de :
[Identité du porteur :
Raison sociale et adresse /
nom et prénom du représentant
signataire de la demande d'aide
Coordonnées électroniques et
téléphoniques]

Objet : notification d'attribution d'une aide de l'Anah au titre d'une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage

Madame, Monsieur,

A la suite de votre demande en date du jj/mm/aaaa [date figurant sur le récépissé], j'ai le plaisir de vous informer de l'attribution d'une aide pour la réalisation d'une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'un [dispositif d'intervention immobilière et foncière/d'un projet de vente d'immeuble à rénover]⁹ relatif à l'immeuble situé [adresse de l'immeuble].

[Le montant de la subvention s'établit à €, correspondant à un taux de 50 % appliqué à un montant de dépenses subventionnables HT de€.

Ou

Le montant de la subvention s'établit à 3.000 €]¹⁰.

La subvention qui vous sera effectivement versée ne pourra pas dépasser le montant ci-dessus. Son montant définitif résultera d'un nouveau calcul effectué au vu des documents justificatifs devant accompagner la demande de paiement ci-jointe.

⁹ Rayer les mentions inutiles.

¹⁰ Rayer la mention inutile

Il est précisé que :

- les prestations subventionnées doivent commencer à être exécutées dans le délai d'un an à compter de la présente notification ;
- vous devrez justifier de l'achèvement des prestations subventionnées en transmettant, au plus tard le **jj/mm/aaaa**, votre demande de paiement contenant les pièces nécessaires (rappelées dans la demande de paiement jointe). Dans le cas où le porteur de projet bénéficie également d'une subvention pour la réalisation de travaux, ces pièces pourront être transmises au plus tard lors de la demande de paiement du solde de la subvention pour travaux.

À défaut, la présente décision d'octroi de la subvention deviendrait caduque. Exceptionnellement, sur demande motivée et formulée avant le terme fixé, une prorogation de deux ans du délai d'achèvement peut vous être accordée.

En cas de non-respect des prescriptions relatives aux aides de l'Anah ou des engagements souscrits, ou en cas de fausse déclaration ou manœuvre frauduleuse, la décision de subvention sera retirée et tout ou partie de la subvention perçue devra être reversée, en application du I de l'article R. 321-21 du CCH et dans les conditions précisées à l'article 32 *bis* du Règlement général de l'agence (RGA). Les services de l'Anah pourront faire procéder à tout contrôle des engagements.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le délégué de l'Agence dans le département /
Le Président de, délégataire des aides de l'Anah

Toute correspondance doit être adressée à la délégation de l'Anah – Adresse

Annexe 2.5 : Modèle de décision d'attribution de subvention pour travaux

A [lieu], le [date]

[Nom de l'autorité décisionnaire - adresse du service instructeur]

A l'attention de [Raison sociale et adresse du porteur de projet / Nom et prénom du représentant signataire de la demande d'aide – courriel et téléphone]

Réf. du dossier : XXX

Adresse de l'immeuble concerné : XXX

Objet : Notification d'attribution de l'aide aux travaux au titre du dispositif [DIIF / VIR]

Madame, Monsieur,

Suite à votre demande du [date figurant sur le récépissé] jj mois aaaa, j'ai le plaisir de vous informer de l'attribution d'une aide aux travaux dans le cadre [du dispositif d'intervention immobilière et foncière / de la vente d'immeuble à rénover] cité en référence.

Le montant de l'aide s'établit à [...] €, correspondant à une dépense subventionnable de [...] €, subventionnée au taux de [...] %.

L'aide qui vous sera effectivement versée ne pourra pas dépasser le montant ci-dessus. Son montant définitif résultera d'un nouveau calcul effectué au vu des documents justificatifs devant accompagner la demande de paiement ci-jointe.

Il est précisé que :

- les prestations subventionnées doivent commencer à être exécutées dans le délai d'un an à compter de la présente notification,
- vous devrez justifier de l'achèvement des prestations subventionnées en transmettant, au plus tard le jj/mm/aaaa, soit trois ans à compter de la notification de la présente décision, votre demande de paiement contenant les pièces nécessaires (rappelées dans la demande de paiement jointe). Ces pièces pourront être transmises au plus tard lors de la demande de paiement du solde de la subvention pour travaux.

À défaut, la présente décision d'octroi de la subvention deviendrait caduque.

Exceptionnellement, sur demande motivée et formulée avant le terme fixé, une prorogation du délai d'achèvement de deux ans maximum peut vous être accordée.

Exceptionnellement, sur demande motivée et formulée avant le terme fixé, une prorogation de deux ans du délai d'achèvement peut vous être accordée.

Toute modification envisagée sur la nature ou les conditions de réalisation des travaux devra être immédiatement portée à la connaissance de la délégation de l'Anah. Il en est de même en cas de changement des conditions d'occupation du ou des logements concernés. En effet toute modification est susceptible de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention.

Rappel des engagements :

[VIR]

- engagement à vendre les logements subventionnés dans le respect des conditions cumulatives suivantes¹¹ :
 - o occupation à titre de résidence principale de l'ensemble des logements de l'immeuble ;
 - o occupation d'au moins 25 % des logements par des ménages dont les ressources sont inférieures ou égales aux plafonds de ressources « modestes » ou « très modestes » définis par l'arrêté du 24 mai 2013 modifié relatif aux plafonds de ressources applicables à certains bénéficiaires des subventions de l'Anah ;
 - o respect par les ménages acquéreurs des durées d'engagement suivantes :
 - les propriétaires occupants s'engagent à occuper le logement pendant une durée d'au moins trois ans ;
 - les propriétaires bailleurs s'engagent à louer les logements pendant une période d'au moins six ans à compter de la date de déclaration d'achèvement des travaux.

[DIIF]

- mettre en œuvre un portage locatif pendant une durée minimale de six ans avec un conventionnement avec travaux pour au moins 25 % des logements, (application du niveau du loyer conventionné privé pendant une durée minimale de six ans) - sauf éventuelle dérogation à l'obligation de portage locatif dans les conditions fixées par instruction de la directrice générale de l'Anah ;
- vendre au terme du portage dans un objectif de mixité sociale.

Il vous est enfin rappelé que si les engagements que vous avez souscrits lors du dépôt de votre demande n'étaient pas respectés, ou en cas de fausse déclaration ou manœuvre frauduleuse, vous vous exposeriez au retrait et reversement de tout ou partie de la subvention, en application de l'article R.321-21 du CCH. Les services de l'Anah pourront faire procéder à tout contrôle des engagements.

Je vous prie de croire, madame, monsieur, en l'expression de mes salutations les meilleures.

Le délégué de l'agence dans le
département /
Le Président de ..., délégataire des
aides de l'Anah
[Qualité et nom du signataire]

¹¹ Sauf éventuelle dérogation à l'obligation de vente dans les conditions fixées par instruction de la directrice générale de l'Anah.

Annexe 2.6 : Modèle de demande de solde (aide aux travaux)

A [lieu], le [date]

Identité du porteur : [Raison sociale et adresse du porteur de projet / Nom et prénom du représentant signataire de la demande d'aide – courriel et téléphone]

A l'attention de [Nom de l'autorité décisionnaire - adresse du service instructeur]

Objet : Demande de solde pour les travaux réalisés dans le cadre [d'un dispositif d'intervention immobilière et foncière / d'une vente d'immeuble à rénover]

Numéro de dossier : XXXXXX

J'ai l'honneur de solliciter le versement du solde de l'aide attribuée pour la réalisation de travaux dans le cadre [du dispositif d'intervention immobilière et foncière / de la vente d'immeuble à rénover] de l'immeuble sis Je certifie que les travaux sont réalisés et déclare les travaux achevés.

Les dépenses définitives s'élèvent à :€ H.T., soit € T.T.C.

Le détail du financement définitif (faisant apparaître, le cas échéant, le montant des aides publiques), est le suivant :

Montant des travaux subventionnables (H.T.) (préciser par type de prestation)	€
dont.....	€
dont.....	€
dont.....	€
dont.....	€
dont.....	€
dont.....	€
dont.....	€
Honoraires de maîtrise d'œuvre	€
Montant total des dépenses subventionnables (H.T.)	€
Montant des dépenses subventionnables (T.T.C.)	€
Financement Anah (montant figurant dans la décision d'attribution)	€
Autres financements (préciser par type de financeur) :	€
dont.....	€
dont.....	€

<i>dont.....</i>	€
<i>Pourcentage aides publiques.....</i>	%
Reste à charge	€

Pièces jointes à la présente demande :

[VIR]

- ☐ La copie des factures attestant de la réalisation des travaux ;
- ☐ Si le porteur a un comptable public, un état récapitulatif détaillé, certifié exact par le bénéficiaire, des dépenses réalisées, dont le paiement devra être attesté par le comptable public ;
- ☐ Le RIB correspondant à l'identité du porteur ;
- ☐ Le cas échéant, si le projet a fait l'objet d'une modification en cours d'opération, un nouveau DPE, indiquant la classe du bâtiment après travaux correspondant au projet finalement réalisé ;
- ☐ La copie des actes authentiques de vente ;
- ☐ Le cas échéant, en cas de dérogation accordée à la vente : les justificatifs de location (bail, contrat de location, etc.) et les copies des avis d'imposition N-2 (et N-1 s'il doit être pris en compte) au nom du (des) locataire(s) du (des) logement(s).

[DIIF]

- ☐ La copie des factures attestant de la réalisation des travaux ;
- ☐ Si le porteur a un comptable public, un état récapitulatif détaillé, certifié exact par le bénéficiaire, des dépenses réalisées, dont le paiement devra être attesté par le comptable public ;
- ☐ Le RIB correspondant à l'identité du porteur ;
- ☐ Le cas échéant, si le projet a fait l'objet d'une modification en cours d'opération, un nouveau DPE, indiquant la classe du bâtiment après travaux correspondant au projet finalement réalisé ;
- ☐ Les conventions signées en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du CCH ;
- ☐ Les justificatifs de location (bail, contrat de location...) et les copies des avis d'imposition N-2 (et N-1 s'il doit être pris en compte) au nom du (des) locataire(s) du (des) logement(s) ;
- ☐ Le cas échéant, en cas de dérogation accordée à la mise en location, la copie de(s) l'acte(s) de vente

Signature du porteur

**Annexe 2.7 : Modèle de certificat administratif à établir par le service instructeur
et à joindre au dossier de paiement adressé à la DAFC**

Certificat administratif

Je soussigné, [prénom, nom, qualité], certifie avoir reçu à l'appui de la demande de paiement du solde du dossier n° XXXXXXXXXX les pièces suivantes, qui pourront à tout moment être demandées par l'agent comptable dans le cadre des contrôles qui lui incombent :

[VIR]

- ☐ Le cas échéant, si le projet a fait l'objet d'une modification en cours d'opération, si le projet a fait l'objet d'une modification en cours d'opération, un nouveau DPE, indiquant la classe du bâtiment après travaux correspondant au projet finalement réalisé ;
- ☐ la copie des actes authentiques de vente ;
- ☐ en cas de dérogation accordée à la vente : les justificatifs de location (bail, contrat de location, etc.) et les copies des avis d'imposition N-2 (et N-1 s'il doit être pris en compte) au nom du (des) locataire(s) du (des) logement(s).

[DIIF]

- ☐ Le cas échéant, si le projet a fait l'objet d'une modification en cours d'opération, si le projet a fait l'objet d'une modification en cours d'opération, un nouveau DPE, indiquant la classe du bâtiment après travaux correspondant au projet finalement réalisé ;
- ☐ Les conventions signées en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du CCH ;
- ☐ Les justificatifs de location (bail, contrat de location...) et les copies des avis d'imposition N-2 (et N-1 s'il doit être pris en compte) au nom du (des) locataire(s) du (des) logement(s) ;
- ☐ Le cas échéant, en cas de dérogation accordée à la mise en location, la copie de(s) l'acte(s) de vente

Fait à, le XX/XX/20XX

Signature